

Received: 03-03-2025 | Approved: 21-04-2025 | DOI: <https://doi.org/10.23882/emss25158>

## **L'activité des femmes dans les pays en développement : déterminants et impact sur la croissance.**

**Women's activity in developing countries:  
Determinants and impact on growth.**

**Hamid FAYOU**

*Université Ibn Tofail de Kénitra*  
(fayouhamidj@gmail.com)

**Sadek EL BOUSSAIRI**

*Université Mohammed V de Rabat*  
(elbousairisadek@gmail.com)

**Nabil BOUBRAHIMI**

*Université Ibn Tofail de Kénitra*  
(nboubrahimi@gmail.com)

**Lahcen OULHAJ**

*Université Mohammed V de Rabat*  
(lahcen.oulhaj@gmail.com)

### **Résumé :**

La participation des femmes à la population active reste inférieure à celle des hommes, notamment dans les pays en développement (PED) et les régions comme l'Afrique du Nord ou l'Asie du Sud. Cette inégalité, persistante malgré la hausse des revenus, interroge son lien avec le développement économique et les facteurs explicatifs (culturels, religieux, structurels). L'étude vise à analyser cette relation, en testant si la faible intégration des femmes freine la croissance et si des variables comme la religion, les hydrocarbures ou l'éducation influencent leur participation. Sur la base d'un panel de 91 PED (1990-2018), deux modèles économétriques sont utilisés. Le premier explique la part des femmes dans la population active par le PIB/habitant, l'affiliation religieuse, l'urbanisation, l'éducation et la part des hydrocarbures dans les exportations. Le deuxième modélise la croissance du PIB/habitant, incluant cette fois le taux d'activité féminin comme variable explicative, aux côtés d'indicateurs socioéconomiques et institutionnels.

Les régressions révèlent une relation en U entre participation féminine et PIB/habitant : elle diminue jusqu'à un seuil de 3 100 \$, puis augmente. L'affiliation religieuse n'a pas d'impact significatif, contrairement aux hydrocarbures : une hausse de 1 % des exportations d'énergies fossiles réduit de 0,05 point la participation des femmes. En revanche, la croissance économique n'est pas affectée par le taux d'activité féminin dans les modèles testés.

Le développement économique seul ne suffit pas à réduire les inégalités de genre : des facteurs structurels (dépendance aux hydrocarbures) jouent un rôle clé. Les spécificités culturelles ou religieuses sont moins déterminantes que supposé. Enfin, la faible participation des femmes ne semble pas, en soi, freiner la croissance, ce qui interroge les mécanismes par lesquels l'égalité de genre favorise le développement. L'étude souligne la nécessité de politiques ciblées (diversification économique, éducation, lois égalitaires) pour renforcer l'autonomie économique des femmes.

**Mots clés :** L'activité des femmes, Croissance, PED, Données de panel

**Abstract:**

Women's participation in the workforce remains lower than men's, particularly in developing countries and regions such as North Africa and South Asia. This inequality, which persists despite rising incomes, raises questions about its link with economic development and the factors that explain it (cultural, religious, structural). The study aims to analyze this relationship, testing whether the low integration of women is holding back growth, and whether variables such as religion, hydrocarbons or education influence their participation.

Based on a panel of 91 developing countries (1990-2018), two econometric models are used. The first explains women's share of the workforce in terms of GDP/capita, religious affiliation, urbanization, education and the share of hydrocarbons in exports. The second models GDP/capita growth, this time including the female labor force participation rate as an explanatory variable, alongside socio-economic and institutional indicators.

The regressions reveal a U-shaped relationship between female participation and GDP/capita: it decreases up to a threshold of \$3,100, then increases. Religious affiliation has no significant impact, unlike hydrocarbons: a 1% increase in fossil fuel exports reduces female participation by 0.05 points. On the other hand, economic growth is not affected by the female activity rate in the models tested.

Economic development alone is not enough to reduce gender inequalities: structural factors (dependence on hydrocarbons) play a key role. Cultural and religious specificities are less decisive than assumed. Finally, low female participation does not, in itself, seem to slow down growth, which raises questions about the mechanisms by which gender equality promotes development. The study underlines the need for targeted policies (economic diversification, education, egalitarian laws) to reinforce women's economic autonomy.

The regression of the growth rate of GDP per capita on various socioeconomic and institutional variables shows that the former is not affected by the proportion of women in the labor force.

**Keywords:** Women's activity, Growth, LDCs, Panel data.

## **Introduction**

L'exclusion des femmes du marché de l'emploi relève des inégalités du genre qui recouvrent d'autres domaines à l'instar de l'éducation, de la santé, des salaires, etc. Ces inégalités sont de plus en plus décriées, en soi, en tant que forme d'injustice sociale mais aussi pour leurs effets négatifs sur de nombreux aspects du développement économique. En effet, les inégalités entre les hommes et les femmes ont fait l'objet de nombreux travaux théoriques et empiriques qui traitent à la fois les déterminants de ces inégalités et leurs impacts sur différentes variables socioéconomiques.

Plusieurs facteurs sont mis en évidence par la littérature économique pour expliquer le niveau des inégalités entre les hommes et les femmes et son évolution. Alors que certains écrits insistent sur le rôle fondamental du PIB par habitant et sa croissance, d'autres mettent en avant les facteurs culturels, religieux et politique.

S'agissant des effets des inégalités de genre sur le développement, les travaux des économistes énumèrent plusieurs canaux par lesquels elles risquent d'en entraver la marche (accumulation du capital humain, fertilité, épargne, etc.).

Le lien entre les inégalités de genre et le PIB per capita est délicat. D'une part, la majorité des travaux soutiennent l'idée d'une relation circulaire selon laquelle les inégalités de genre seraient à la fois résultante de la faiblesse du revenu par tête et un obstacle à la croissance de ce revenu. D'autre part, cette relation n'est pas linéaire pour certains auteurs qui soutiennent que ces inégalités ont tendance à se creuser dans un premier temps sous l'effet de l'augmentation du PIB par habitant avant de décroître dans une seconde phase lorsqu'un certain seuil du PIB par habitant est dépassé.

Même si l'élimination de toutes formes d'inégalités de genre élimination figure parmi les objectifs du développement du millénaire adoptés par les nations unies au cours des années 90, certaines d'entre elles, notamment en matière d'emploi, paraissent très rigides et peu de progrès ont été réalisés depuis l'adoption de cette initiative par les nations unies.

Il est vrai que des progrès considérables ont été réalisés dans le domaine de l'éducation grâce, notamment, à l'initiative éducation pour tous, menée sous l'égide de l'UNESCO, mais cette avancée n'a pas eu d'effets significatifs sur l'intégration des femmes à l'activité.

L'étude des inégalités de genre, en particulier dans le contexte de la participation des femmes au marché du travail, revêt une importance cruciale tant sur le plan social qu'économique. Ces inégalités, qui se manifestent dans divers domaines tels que l'éducation, la santé et les salaires, constituent non seulement une forme d'injustice sociale, mais aussi un frein majeur au développement économique. En effet, l'exclusion des femmes de l'emploi limite leur potentiel de contribution à la croissance économique, réduit l'accumulation du capital humain et affecte négativement des variables socioéconomiques clés comme la fertilité et l'épargne. Comprendre les déterminants de ces inégalités et leurs impacts sur la croissance est donc essentiel pour concevoir des politiques publiques efficaces visant à promouvoir l'égalité des sexes et à stimuler le développement. Dans un contexte mondial où les progrès en matière d'intégration économique des femmes restent lents, notamment dans des régions comme le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA), cette thématique est d'autant plus pertinente. En explorant les facteurs institutionnels, culturels et économiques qui sous-tendent ces inégalités, ainsi que leurs effets sur la croissance, cette recherche vise à apporter des éclairages nouveaux et à contribuer au débat sur les moyens de réduire les disparités de genre pour un développement plus inclusif et durable.

Pour le premier axe de travail, nous envisageons de vérifier la prépondérance des facteurs institutionnels dans l'explication du retard de certaines régions en matière d'intégration de la femme dans l'activité économique. Nous nous intéressons à l'affiliation religieuse et à la discrimination légale et institutionnelle. Cependant, nous interrogeons également un indicateur économique de taille qui a été omis par les travaux sur le sujet, il s'agit de l'effet de l'économie de rente que nous approximations à travers la part des hydrocarbures dans les exportations. Notre principale hypothèse est la suivante : la découverte du pétrole est à l'origine d'une économie de rente qui a dispensé les ménages et les Etats en question de la nécessité de réformer leurs normes sociales et donc d'intégrer les femmes à la vie active.

Pour le deuxième volet de la communication, nous envisageons de vérifier l'existence d'un impact négatif de cette forme d'inégalité sur la croissance.

Le reste de la communication se présente ainsi : dans la première section, nous allons rappeler les principaux résultats de la revue de littérature avant de présenter une analyse descriptive des variables de l'étude dans la deuxième section. La troisième sera consacrée à l'exposition du modèle économétrique alors que le quatrième en présentera les résultats. La conclusion servira à discuter l'ampleur des résultats et leurs renseignements.

## **I. Revue de littérature**

La participation des femmes à l'activité économique et ses différents impacts peut être étudiée à un niveau microéconomique à partir de données individuelles des ménages comme elle peut l'être à partir d'agrégats d'ensemble au niveau macroéconomique.

Les premières réflexions sur les spécificités de la fonction d'offre de travail des femmes ont été réalisées dans des papiers de microéconomie. Aussi, après avoir mis en évidence des variations significatives de la participation des femmes à l'activité économique en fonction de certains facteurs socioéconomiques à l'instar de l'âge, du niveau d'instruction et de la situation patrimoniale, M. R. Killingsworth et J. Heckman (1986), ont essayé de proposer un modèle théorique pour représenter cette fonction en y intégrant des arguments spécifiques.

Dans un essai sur la première génération des immigrants aux Etats Unis d'Amérique, (Antecol 2000) observe que la moitié de la variabilité globale du taux d'activité des femmes de l'échantillon s'explique par le pays d'origine. Elle en déduit qu'il existe des facteurs culturels importés depuis son pays d'origine relatifs à l'attitude vis-à-vis du travail des femmes. Dans un deuxième travail réalisé en 2003, la même auteure revient sur la même thématique mais en exploitant les données de l'ISSP de 1994 qui est une enquête internationale couvrant un certain nombre de sujets pertinents pour les spécialistes des sciences sociales. Le résultat de son étude montre que le taux d'activité des femmes est fortement corrélé à l'attitude des hommes vis-à-vis du travail des femmes en dehors du domicile. Ce travail indique également que la femme devient plus disposée à s'exclure du marché du travail lorsqu'elle internalise la culture machiste ou lorsqu'elle se montre à une culture conservatrice.

Si les travaux de microéconomie ont le mérite de souligner la spécificité de l'offre de travail et d'élargir l'éventail des arguments de leur fonction d'utilité, ils demeurent insuffisant pour expliquer les différences flagrantes entre pays et ou régions à cause de la difficulté de prise en charge des variables institutionnelles notamment.

En fonction de leurs références théoriques, les contributions macroéconomiques à l'étude des inégalités de genre peuvent être classées en deux grandes familles : le courant néoclassique adepte de la théorie de modernisation structurelle d'une part et celui de l'économie féministe hétérodoxe d'autre part.

La première insiste sur le rôle prépondérant du PIB par habitant ; elle conçoit ces inégalités comme un héritage de la société traditionnelle devant se réduire progressivement avec les transformations socioéconomiques induites par l'accroissement du PIB par habitant : urbanisation, industrialisation puis tertiarisation de l'économie, transition démographique et augmentation du niveau général d'instruction.

Le courant féministe hétérodoxe rejette l'idée d'une marche automatique vers l'intégration des femmes à l'activité économique ; il nie l'existence d'une relation linéaire entre la participation des femmes à la population active et le PIB par capita. E. Boserup est à l'origine de l'idée selon laquelle la relation entre la participation de la femme à la population active et le PIB prend la forme d'un U. Cette économiste avance que dans un premier stade la croissance entraîne le creusement des inégalités entre les hommes et les femmes. Ce n'est que postérieurement que des facteurs liés à l'urbanisation et à la salarisation de la société commencent à favoriser le travail des femmes.

En plus, les tenants de ce courant insistent sur la prévalence des normes et des stéréotypes de genre dans l'explication du phénomène. Certains vont même jusqu'à attacher l'augmentation des inégalités de genre à des facteurs générés par le développement économique. Enfin, quelques partisans de cette doctrine, analysant ce phénomène du point de vue de l'économie politique, y voient la conséquence d'un équilibre des rapports de force défavorables aux femmes et qui ne peut évoluer que par la lutte politique.

Le travail empirique de F. Pampel and K. Tanaka sur des données datant de 1965 et 1970 confirme l'existence d'une relation non linéaire entre la participation femmes à la population active et le PIB per capita. J. S. Chafetz parvient à un résultat similaire en comparant le taux de participation des femmes à la population active dans des sociétés ayant des niveaux de PIB par capita différents.

D. Dollar et R. Gatti (2000) se sont intéressés aux déterminants des inégalités de genre ; ils ont pris en compte différentes formes et mesures de ces inégalités y compris celles des salaires. Leurs résultats indiquent que l'affiliation religieuse et le respect des libertés civiles ont un effet significatif sur les inégalités de genre. Ils ont constaté en particulier que l'affiliation à l'Islam ou à l'indou favorise le gap entre les hommes et les femmes alors que l'appartenance au protestantisme la réduit.

Certains auteurs (Agénor, Canuto, and da Silva 2010) ont eu recours à des modèles à générations imbriquées pour mettre en évidence l'allocation du temps par les femmes entre le travail domestique et le travail rémunéré. Les résultats indiquent que l'accès des femmes aux infrastructures et services de base (eau potable, route, électricité...) se répercute de manière positive sur le temps consacré au travail rémunéré.

Après avoir étudié les liens entre le PIB par habitant et les inégalités de genre mesurée par l'indice sexospécifique du développement humain ainsi que par ses composantes, Forsythe, Korzeniewicz, et Durrant (2000) n'aboutissent pas à la même conclusion. Ces auteurs constatent que la robustesse de la relation et son signe dépend de l'indicateur utilisé ; ils en déduisent que le lien entre ces deux variables demeure ambigu. Dans sa revue de littérature, Duflo (2012) parvient à une conclusion similaire.

Les normes et les stéréotypes de genre qui perpétuent l'inégalité sont profondément ancrés dans la conscience sociale et individuelle et sont, par conséquent, résistants au changement. T. Iversen et F. Rosenbluth (2005) se demandent sur les facteurs à l'origine de la formation de ces normes et stéréotypes. Ils soutiennent que les structures économiques ont un impact considérable sur la répartition du pouvoir entre les sexes et partant sur la formation des idées et des normes sociales. Ils avancent que les sociétés agricoles favorisent le patriarcat alors les sociétés

postindustrielles sont plus avantageuses pour les femmes. En effet, l'exigence en force physiques du travail agricole entraîne une division du travail entre les sexes plus avantageuse aux hommes tandis que la transformation des emplois entraînée par la tertiarisation de l'économie œuvre en faveur des femmes.

L'analyse de l'impact de la participation des femmes sur l'activité économique reste une thématique récente pour la recherche économique et notamment pour la macroéconomie. Seguino (2017) note que l'inclusion des indicateurs des inégalités de genre dans les modèles macroéconomiques ne prend de l'ampleur qu'au cours des deux dernières décennies.

Les recherches en la matière se distinguent par la nature des formes d'inégalités envisagées et par l'affiliation théorique des modèles retenus. Aussi, certains travaux se focalisent sur un domaine particulier des inégalités de genre (en éducation par exemple) alors que d'autres tiennent compte de plusieurs domaines à la fois.

Seguino (2017) propose de classer les travaux en la matière en fonction de leur affiliation théorique en deux familles : la première regroupe les modèles d'inspiration néoclassique qui se focalise sur les effets de long terme des inégalités de genre sur l'offre de travail alors que la seconde est composée de travaux hétérodoxes tenant compte à la fois des effets de long terme sur l'offre et de ceux de court terme sur la demande de travail.

L'hétérogénéité des approches et des variables retenues pour mesurer les inégalités de genre n'a pas pour autant empêché la formation d'un large consensus autour de leurs répercussions négatives sur le développement économique.

Les travaux pionniers se sont focalisés alors que ceux dédiés aux inégalités en emploi sont plus récents et moins nombreux. Il semble de nos jours qu'un large consensus s'est forgé autour de l'existence d'un effet négatif des inégalités de genre en éducation sur la croissance économique. (D. Dollar et R. Gatti 1999 ; S. Knowles et al 2002; S. Klasen 2002; D. Abu-Ghaida et S. Klasen 2004). Toutefois, En utilisant différentes mesures des inégalités de genre en éducation et en emploi dans des équations de croissance, Klasen et Lamanna (2009) constatent que l'introduction d'un indicateur des inégalités de genre en activité a pour conséquence d'affaiblir le coefficient de l'indicateur des inégalités de genre en éducation. Ils en

déduisent que les études portant exclusivement sur les inégalités de genre en éducation surestiment l'impact de cette variable sur la croissance.

L'activité des femmes et leur participation au marché du travail sont influencées par de nombreux déterminants, notamment les normes socio-culturelles, l'accès à l'éducation, les politiques publiques et les avancées technologiques. Les normes patriarcales et les stéréotypes de genre restent des obstacles majeurs, en particulier dans les pays en développement, comme le montre une étude de Jayachandran (2021). Par ailleurs, l'éducation joue un rôle crucial : une augmentation du niveau d'éducation des femmes se traduit souvent par une hausse de leur participation économique, comme l'ont démontré Klasen et Pieters (2015). Les politiques publiques, telles que les congés parentaux et les services de garde d'enfants, favorisent également l'emploi féminin, tandis que la digitalisation ouvre de nouvelles opportunités, notamment via le travail à distance.

L'impact de l'activité des femmes sur la croissance économique est significatif. Selon une étude de McKinsey Global Institute (2015), une égalité totale dans le marché du travail pourrait ajouter jusqu'à 28 000 milliards de dollars au PIB mondial d'ici 2025. Les femmes contribuent non seulement à la croissance par leur participation au marché du travail, mais aussi par leur rôle dans l'innovation et la productivité. Une étude de Hunt et al. (2018) révèle que les entreprises avec une plus grande diversité de genre ont de meilleures performances financières. De plus, l'autonomisation économique des femmes réduit la pauvreté et stimule le développement local, comme l'a montré Esther Duflo (2012) dans ses travaux sur les programmes de microcrédit.

Des études de cas récentes illustrent ces dynamiques. Dans les pays nordiques, comme la Suède et la Norvège, des politiques familiales généreuses et une culture égalitaire ont conduit à des taux d'emploi féminin parmi les plus élevés au monde, stimulant ainsi la croissance économique. En Inde, l'augmentation de l'éducation des femmes a boosté leur participation au marché du travail, comme l'ont montré Desai et Joshi (2019). En Afrique subsaharienne, des programmes d'autonomisation économique ont permis de réduire la pauvreté et de dynamiser les économies locales, selon une étude de Bandiera et al. (2020).

Cependant, des défis persistent. Les écarts salariaux entre hommes et femmes restent importants, comme l'ont analysé Blau et Kahn (2017), et les femmes sont souvent surreprésentées dans les emplois informels et précaires, en particulier dans les pays en développement. Pour maximiser l'impact de l'activité des femmes sur la croissance, il est essentiel de lever ces barrières, d'investir dans l'éducation et de mettre en place des politiques publiques inclusives. Les travaux empiriques récents confirment que l'autonomisation économique des femmes est un levier puissant pour le développement et la prospérité économique.

L'étude des différentes formes des inégalités de genre permet de tenir compte de leurs éventuelles interdépendances. Les recherches optant pour cette voie, ont recours soit à plusieurs proxys pour mesurer les différentes formes des inégalités soit à des indicateurs composites des inégalités de genre à l'instar de l'indice des inégalités de genre élaboré par les nations unies et qui tient compte des domaines de la santé, de l'emploi et de la responsabilisation politique.

Dans leur revue de littérature, S. Klasen et F. Lamanna (2008) énumèrent de nombreux arguments théoriques en faveur de l'emploi des femmes. D'abord, l'exclusion des femmes réduit l'offre de main d'œuvre et peut conduire à une allocation inefficace des ressources valable à la fois dans le cas du travail salarié (Esteve-Volart 2004) que du travail indépendant (Mark Blackden et al 2007). Puis, la faible participation des femmes à l'activité économique peut être corrélée avec une forte fertilité nuisible à la croissance (Cavalcanti et Tavares (2007)). De même, cette faible participation peut aussi priver le pays d'une main d'œuvre bon marché et ainsi pénaliser sa compétitivité prix (Seguino, 2000). En plus, ce phénomène affaiblit la participation des femmes à la prise de décision concernant leurs foyers et peut conduire à des allocations inefficace des ressources des ménages : épargne, investissement productif, éducation et santé des enfants... etc. (A. Sen 1990, S. Klasen et C. Wink 2003 ; King, Klasen, et Porter 2008). Enfin, la forte participation des femmes à l'emploi peut réduire la corruption et améliorer la gouvernance (Omar Azfar, Stephen Knack et Young Lee 2001).

Dans une étude transversale, Klassen (1999) trouve que les inégalités du genre en emploi ont un effet négatif sur la croissance économique. Il estime que cette

inégalité peut expliquer jusqu'à 0,3 point de pourcentage de différence de croissance du PIB per capita entre la région MENA et l'Asie de l'est et Pacifique.

Dans le même ordre d'idées, Esteve-Volart (2004) étudie l'impact des inégalités de genre en emploi sur la croissance économique des Etats indiens en utilisant des variables instrumentales en vue d'éviter le risque de causalité inverse, ils trouvent effet négatif et significatif de cette variable sur la croissance.

De leur côté, Busse et Spielman (2006) montrent qu'un faible niveau d'inégalités en emploi associé à un niveau élevé d'inégalités salariales promeut les exportations pour un échantillon de 23 PED. Cependant, Klasen et Lamanna 2009 montrent que la robustesse des coefficients varie en fonction des proxys utilisés.

Bandara (2015) calcul un indicateur composite de l'écart de genre qui tient compte de la participation des femmes à la population active et de leur niveau d'éducation ; il trouve que cet indicateur a un effet négatif sur le PIB par habitant. L'auteur estime le manque à gagner résultant des inégalités d'éducation et de participation des femmes à la population active à 5% du PIB de la région Afrique subsaharienne.

Ce passage en revue des principaux travaux nous permet d'envisager la partie empirique du travail en prenant en considération de précieux enseignements. Il s'agit en premier lieu de tenir compte de la causalité bidirectionnelle entre le PIB per capita et la participation des femmes à l'activité économique. Il y a lieu également d'envisager la possibilité d'une relation en U entre ces deux variables. Il faut ensuite tenir compte de nombreux facteurs socioéconomiques qui sont susceptible d'influencer à la fois la croissance et la participation des femmes à l'activité.

## **II. Analyse descriptive**

De nos jours, très peu de pays ont atteint la parité entre les hommes et les femmes dans l'emploi. Alors que les ratios de l'enseignement secondaire, mesurant les rapports entre le taux d'achèvement du secondaire par les femmes et celui des hommes, sont concentrés autour de 1, les ratios d'emploi hommes / femmes varient fortement par pays. La moyenne mondiale pour ce ratio s'établit à 0,69 contre 0,97 pour l'enseignement secondaire.

Dans les pays développés, le taux d'activité des femmes était aux alentours de 20% jusqu'à la deuxième guerre mondiale avant de croître rapidement au cours des trente glorieuses.

**Tableau 1 : Taux d'activité dans les pays développés**

	<b>1900</b>	<b>1940</b>	<b>1980</b>
EUA	20,4%	25,4%	50,5%
Canada	15,8% (1910)	20,7%	51,8%
GB	32,3% (1920)	34,7% (1950)	45,6%
Allemagne	36,2%(1895)	46,1%	39,8%

**Source :** Elaboration des auteurs

Cette hausse de l'activité des femmes résulte essentiellement de celle des femmes mariées.

Elle intervient dans un contexte marquée par la baisse du taux d'activité des hommes, ce qui entraîne une modification substantielle de la composition de la population active.

Le tableau ci-dessous montre que la participation des femmes est la plus faible dans les pays à revenu intermédiaire tranche inférieure ; ces derniers ont un retard de 10 points de pourcentage à rattraper par rapport aux pays à revenu intermédiaire tranche supérieure. On relève également une forte inertie de cette variable dans la mesure où les taux de 2018 sont à peu près les mêmes que ceux de 1995.

**Tableau 2 : Taux de participation des femmes à la population active par tranches de revenus**

<b>Tranche de revenus</b>	<b>1995</b>	<b>2018</b>
Revenu élevé	42%	44%
Revenu intermédiaire tranche supérieure	42%	42%
Revenu intermédiaire tranche inférieure	31%	31%
Revenu faible	45%	45%

**Source :** Elaboration des auteurs

Les écarts entre les régions sont également importants. La région MENA est en queue du classement avec une part des femmes dans la population active limitée à

seulement 20% en 2018 soit moins de la moitié du taux de l'Asie de l'Est et du Pacifique ou de celui de l'Afrique subsaharienne.

**Tableau 3 :** Taux de participation des femmes à la population active par région

Région	1995	2018
Afrique sub-Saharienne	45%	46%
Asie de l'Est et Pacifique	44%	43%
Amérique Latine et Caraïbes	36%	41%
Asie du sud	24%	24%
Moyen orient et Afrique du nord	18%	20%

Source : Elaboration des auteurs

### III. Méthodologie, Données et variables

Notre échantillon se compose de 85 pays en développement qui se répartissent sur l'ensemble des continents et des tranches de revenus.

#### 1. Echantillon

**Tableau 4 :** Taux de participation des femmes à la population active par région

Région	Nombre de pays
Afrique sub-Saharienne	36
Asie de l'Est et Pacifique	8
Amérique Latine et Caraïbes	20
Asie du sud	5
Moyen orient et Afrique du nord	14
Europe et Asie centrale	2

Source : Elaboration des auteurs

**Tableau 5 :** Taux de participation des femmes à la population active par région

Tranche de revenu	Nombre de pays
Revenu faible	21
Revenu intermédiaire tranche inférieure	27
Revenu intermédiaire tranche supérieure	25
Revenu élevé	12

Source : Elaboration des auteurs

**Tableau 6:** Taux de participation des femmes à la population active par région

Affiliations	%
Majorité musulmane	27
Majorité chrétienne	39
Majorité hindoue	3

**Source :** Elaboration des auteurs

En considérant les données de tous les pays de l'échantillon, on constate qu'en 1990, la part des femmes dans la population active était de 36% ; elle est passée à 38% en 2018 soit 2 points de pourcentage de plus en 28 ans. Cette inertie du taux de participation des femmes à la population active est due à d'abord au recul de l'activité des femmes dans 21 pays mais aussi à sa progression timide (moins de 5 points de pourcentage) dans 44 autres pays. 3 pays seulement ont vu cette variable progresser de plus de 10 points de pourcentage.

Par pays, le niveau le plus bas observé est de 7% au Yémen. Celui le plus élevé revient au Burundi ; il monte à 52%.

En 1990, le nombre moyen d'année d'étude de la population âgée de 15 ans et plus était de 4,75. Le niveau moyen d'instruction des femmes était inférieur à celui des hommes de 25% ;

Alors que le niveau moyen d'éducation de la population pendant la période gagne 2 années pour s'établir à 6,60 soit une progression de 38% ; l'écart de genre a diminué de 13 points de pourcentage pour se limiter à 12%.

Le PIBH moyen passe de 2022 \$ à 6719 \$ soit une progression de 229%. Cette forte progression cache des disparités importante par pays. En effet, le PIB per capita le plus faible observé en 2018 est de 275 (Burundi) alors que le plus élevé est de 69026 (Qatar).

## 2. Les corrélations entre les variables de l'étude

La participation des femmes est faiblement corrélée au PIB par habitant. Cette corrélation affiche un signe négatif (-0,32). Ce résultat doit être considéré avec prudence dans la mesure où nous envisageons une relation non linéaire entre les deux variables.

La valeur du coefficient de corrélation de la participation des femmes avec la croissance du PIB per capita est très proche de 0 suggérant ainsi une faible liaison entre les deux variables.

Nous avons également trouvé une corrélation faible et négative entre l'éducation et la participation des femmes à l'activité qu'il s'agisse de l'éducation des adultes dans leur ensemble ou des femmes en particulier. Ce résultat confirme les limites de l'approche de la modernisation structurelle qui accorde une importance majeure à l'éducation dans le changement des structures des sociétés des PED. Il convient de relativiser tout de même ce constat par la faiblesse de la durée d'étude de la population adulte dans les pays de notre échantillon : la moyenne en 2010 est de seulement 6 ans, ce qui correspond à peine à l'achèvement du primaire. Or, peut-on s'attendre à des changements de comportements induits par cette durée d'étude ?

La participation des femmes affiche une corrélation positive et supérieure à 0,5 avec la part de l'emploi agricole dans le total de l'emploi.

S'agissant des variables non économiques, la participation des femmes à l'activité indique une forte corrélation négative avec la part des musulmans dans la population. Ceci peut suggérer un impact positif de l'affiliation à l'islam sur l'insertion des femmes dans l'activité.

La croissance du PIB per capita affiche également des coefficients de corrélations de faible valeur avec toutes les variables retenues. Un tel résultat montre la difficulté de modéliser la croissance des PED à cause de son instabilité et de la multiplicité des facteurs qui l'influencent dans les différents sens.

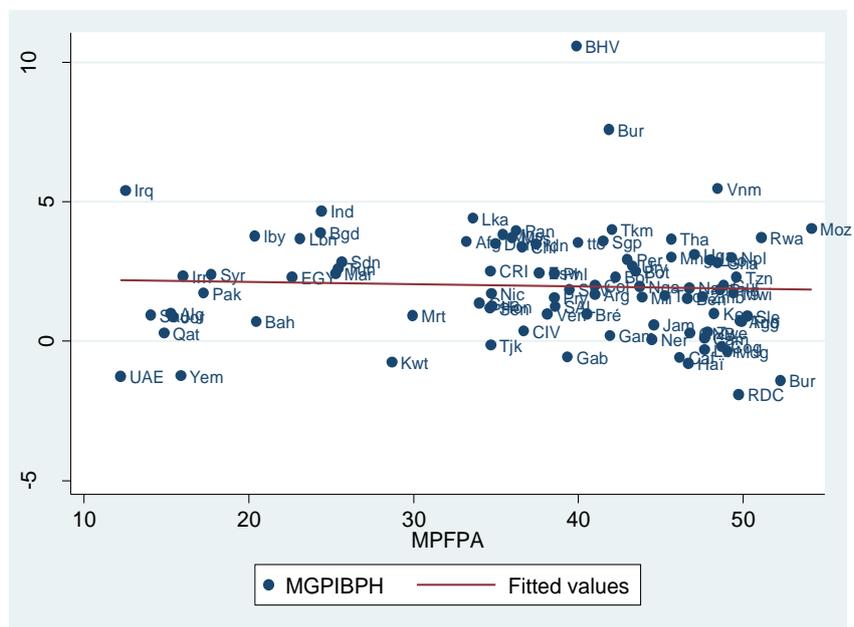
S'agissant des signes de ces corrélations, on relève des signes positifs avec l'investissement, l'ouverture, les exportations et l'éducation. Tandis que le PIB par habitant initial, la croissance démographique et les restrictions aux libertés civiles affichent des signes négatifs.

**Figure 1 :** Participation des femmes à la population active et PIB par habitant

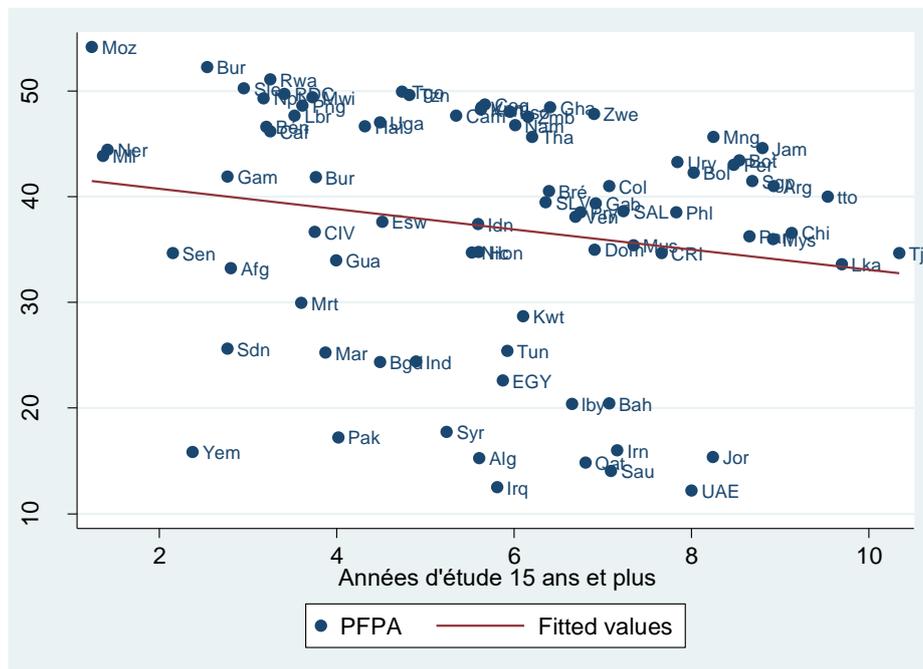


Source : Elaboration des auteurs

**Figure 2 :** Participation des femmes à la population active et croissance du PIB per capita



Source : Elaboration des auteurs

**Figure 3 : Participation des femmes à la population active et éducation des femmes adultes**

**Source :** Elaboration des auteurs

Note : Les données sont des moyennes arithmétiques sur 1990-2018

#### IV. Résultats de la modélisation économétrique

Notre échantillon de 91 pays en développement est observé sur la période 1990-2018. Les données sont annuelles. Elles proviennent de différentes sources dont notamment la banque mondiale, mais aussi la base de données de Barro et Lee pour l'éducation et d'autres sources pour les variables de l'affiliation religieuses et les libertés civiles.

Nous avons opté pour la technique des données de panel pour éviter les risques associés à l'usage des données transversales dans les régressions de la croissance à l'instar de l'endogénéité des variables explicatives ou de l'exagération des coefficients des variables exogènes.

L'application systématique du test d'Hausmann nous a conduits à la sélection du modèle à effet fixe pour les deux équations.

Pour expliquer la part des femmes dans la population active, nous retenons l'équation 1 ci-après

**Equation 1 :**

$$e_{it} = c + \beta_1 y_{it} + \beta_2 y_{it}^2 + \alpha X + \varepsilon_{it}$$

$e_{it}$  : part des femmes dans la population active

$y_{it}$  : PIB per capita

$X$  : des variables socio-économiques tels que ;

- la part de l'agriculture dans le PIB,
- la part des hydrocarbures dans les exportations, l
- a croissance de la population,
- la croissance de la population active, le nombre moyen d'années d'étude de la population âgée de 15 et plus,
- le nombre moyen d'années d'étude des femmes âgées de 15 et plus,
- le taux d'urbanisation,
- l'indice des libertés civiles, les indices d'affiliation religieuse à l'Islam, au christianisme et à l'indouisme, les indices des inégalités de genre (WBL ou SIGI) et des indices géographiques,

La croissance du PIB par habitant est modélisée par l'équation 2

**Equation 2 :**

$$g_{it} = c + \omega e_{it} + \gamma Z + \mu_{it}$$

$g_{it}$  : taux de croissance économique

$Z$  : variables socioéconomiques usuelles dans les équations de la croissance à l'instar de l'investissement, l'ouverture, la croissance démographique, le nombre moyen d'années d'étude de la population adulte, l'indice des libertés civiles, et des indices géographiques.

**Tableau 7** : Présentation des résultats de l'estimation de modèle 1**Variable dépendante** : la part des femmes dans la population active

	E1	E2	E3	E4	E5
<b>LPIBPH</b>	-6.869715***	-6.447282 ***	-8.621818***	-6.610148***	-8.77112***
<b>LPIBPHC</b>	0.5740985***	0.5616983 ***	0.549969***	0.5499691***	0.572352***
<b>Exportation</b>		0.0092491*	0.0238874	0.027089***	0.0270894
<b>Exportation de carburants</b>		-0.017086 ***	-0.0344163***	-0.0119254**	-0.01987***
<b>Emploi agricole</b>		0 .019071	0.0164493	-0.01165	0.0220734
<b>Fertilité</b>			-2.073812***		-2.03490***
<b>Taux d'urbanisation</b>			0.0131349		0.0345319
<b>Années d'étude 15 ans et plus</b>			0 .5022374		0.5110206
<b>Années d'études 15ans et plus F/H</b>			-0.0032147		-0.0158199
<b>Espérance de vie</b>			-0.0045169		-0.0037449
<b>Libertés civiles</b>				-0.1188012*	0.1666482
<b>Musulmans</b>				0.0625953*	-0.0131194
<b>Indous</b>				-0.1846951	-0.0486606
<b>Chrétiens</b>				-0.0038356	0.0223837
<b>Constante</b>	59.02252***	54.40178 ***	74.35312 ***	37.5949***	74.83184***
<b>R<sup>2</sup> Within</b>	0.3193	0.3551	0.4569	0.3294	0.4623
<b>R<sup>2</sup>Between</b>	0.0464	0.0108	0.0195	0.1206	0.0253

**Notes** : représentent respectivement les seuils d'acceptation à 10%, 5% et 1%w**Source** : Observation des résultats sur STATA par les auteurs.

Les résultats confirment l'existence d'une relation non linéaire entre le PIB per capita et la participation des femmes à la population active. Les coefficients du PIBPH et du PIBPH2 sont significatifs dans toutes les colonnes. Tant que le PIB per capita est inférieur à 6250 \$, la part des femmes dans la population active aura tendance à augmenter avec l'augmentation du PIB. Au-delà de ce seuil, elle tendra plutôt à diminuer.

La première colonne indique que, seul, le PIB permet d'expliquer à peu près 20% de la variabilité de la participation des femmes à la population active et ce qu'il s'agisse de la variabilité intra ou interindividuelle. L'ajout d'autres variables économiques dans la colonne 2 améliore le pouvoir prédictif du modèle d'à peu près 10 points de pourcentage. Parmi ces dernières, les coefficients des exportations de carburants et de l'emploi agricole s'avèrent significatifs. Les résultats de cette colonne montrent que l'augmentation de la part de l'emploi agricole dans le total de l'emploi ne favorise pas la participation des femmes à l'emploi actif contrairement à ce qui est avancé par plusieurs travaux de littérature. Ces résultats révèlent également que la hausse de la part des hydrocarbures dans les exportations d'un pays se traduit par une moindre participation des femmes à la population active.

Dans la troisième colonne, nous avons ajouté des variables démographiques ; ceci a eu pour conséquence d'améliorer la part de la variabilité interindividuelle expliquée par le modèle mais au détriment de la variabilité interindividuelle. Ces variables seraient donc plus utiles pour rendre compte de l'évolution dans le temps de la participation des femmes à la population active pour un même pays et non pas pour comprendre les facteurs à l'origine des différences entre pays. Les résultats de cette colonne montrent que la participation des femmes à la population active est favorisée par l'élévation du niveau d'instruction de la population adulte ; elle est par contre découragée par la fertilité et par l'allongement de l'espérance de vie.

Dans la quatrième colonne, nous avons substitué les variables d'affiliation religieuses et de restrictions aux libertés civiles aux variables démographiques. Ce changement a eu pour conséquence d'améliorer sensiblement la part de la variabilité interindividuelle expliquée par le modèle. Selon, les coefficients de cette colonne, la hausse de la part des musulmans dans la population d'un pays donnée, se traduit par

l'accroissement de la participation des femmes à la population active tandis que l'augmentation de la part des chrétiens produit l'effet inverse. Le coefficient des restrictions aux libertés civiles affiche un signe positif indiquant que la participation des femmes est favorisée par un environnement juridique plus serein.

Le modèle étendu de la dernière colonne affiche le taux de variabilité intra-individuelle le plus élevé, mais qui s'accompagne d'une variabilité interindividuelle quasi nulle. Cette colonne confirme l'effet positif des exportations sur la participation des femmes à l'activité économique. Mais à condition que ces exportations ne correspondent pas à des hydrocarbures : ces dernières affectent négativement la part des femmes dans la population active.

Si l'amélioration de l'éducation des adultes s'accompagne par la hausse de la part des femmes dans la population active, il convient tout de même de souligner que c'est l'éducation de la population dans son ensemble qui affiche un coefficient significatif et non pas celui des femmes en particulier. Il est possible que des hommes plus cultivés soient plus disposés à accepter la participation des femmes à l'activité économique alors que ces dernières demeurent tributaires de l'attitude des hommes.

Il apparaît que la fertilité freine l'inclusion des femmes dans l'activité. L'effet négatif de la présence des enfants notamment de bas âge dans le foyer sur l'activité des femmes est signalé par de nombreux travaux de littérature.

Les variables relatives aux affiliations religieuses affichent toutes des signes négatifs mais non significatifs.

**Tableau 8** : Présentation des résultats de l'estimation de modèle 2**Variable dépendante** : la croissance du PIB par habitant

	E1	E2	E3
<b>PFPA</b>	-	-	-0.12827
<b>LPIBPH-1</b>	0.2392	0.1287	0.155
<b>FBCF</b>	0.138016**	0.20601***	0.20687***
<b>Exportations</b>	0.460774	0.39288	0.41493
<b>Exportations de carburants</b>	-0.66705***	-0.6900***	-0.69998***
<b>Population active</b>	-0.001422	-0.007867	-0.006233
<b>Croissance de la population</b>	-1.96844***	-2.25554***	-2.31535***
<b>Années d'étude 15 ans et plus</b>	-1.40422**	-1.42371***	-1.32958**
<b>Années d'études 15ans et plus F/H</b>	-	-	-
<b>Espérance de vie</b>	0.51098***	0.458381***	0.460261***
<b>Libertés civiles</b>	-	-0.797979*	-0.799235*
<b>Libertés économiques</b>		-0.23415***	-0.23555***
<b>Constante</b>	-22.131***	-2,30534	1.84822
<b>R<sup>2</sup> Witin</b>	0.22	0.3395	0.3418
<b>R<sup>2</sup> between</b>	0.1532	0.2260	0.1981

**Notes** : représentes respectivement les seuils d'acceptation à 10%, 5% et 1%w**Source** : Observation des résultats sur STATA par les auteurs

Quel que soit la colonne prise en compte, on constate que la croissance économique accélère simultanément avec la hausse de l'investissement et de l'espérance de vie. Cette dernière sert de proxy de la qualité du capital humain. Elle décélère lorsque la croissance de la population s'accélère ou lorsque la part des hydrocarbures dans les exportations augmente. Si l'effet négatif de l'accroissement démographique sur la population sur la croissance est conforme à nos attentes, il n'en est pas de même pour le lien entre les exportations d'hydrocarbures et la croissance. En effet, il est généralement admis que la dépendance d'un pays vis-à-vis des exportations de carburants accroît la volatilité de sa croissance mais pas forcément son ralentissement. Ce résultat peut être expliqué par le comportement du prix du pétrole resté globalement modéré sur la période à l'exception de l'intervalle 2006-2009.

Le signe négatif du nombre moyen d'années d'étude de la population adulte n'est pas non plus conforme au rôle positif de l'éducation dans la croissance largement admis par dans la littérature. Cependant, il faut souligner que de nombreux travaux ont trouvé des résultats similaires. L'explication généralement avancé consiste à remettre en cause la pertinence de cet indicateur comme proxy du capital humain.

Dans la première colonne, nous avons retenu des variables exprimant exclusivement les arguments de la fonction de production soit les facteurs travail et capital. Cette expression est enrichie dans la deuxième équation par deux variables institutionnelles ; en l'occurrence un indice des libertés civiles et un autre des libertés économiques. Les deux variables s'avèrent significatives et affichent toutes deux des coefficients significatifs. Cela signifie que l'atteinte aux libertés civiles et économiques produit des effets négatifs sur la croissance. En plus, les parts des variabilités intra et inter individuelles expliquées par le modèle augmentent respectivement de 11 et 7 points de pourcentage. Ce qui est dénote de l'importance des variables institutionnelles dans les analyses de la croissance. La dernière équation est obtenue en intégrant la part des femmes dans la population active. Cette variable s'avère non significative.

**Conclusion :**

Partant du constat de la faiblesse remarquable de l'activité des femmes dans la région MENA y compris le Maroc, ce travail était destiné, d'une part, à mettre à jour les facteurs qui déterminent cette variable et d'autre part à en questionner l'impact sur la croissance du PIB par capita.

Les régressions réalisées nous ont permis de confirmer certains résultats de la littérature sur le sujet. Il s'agit surtout de l'existence d'une relation non linéaire entre le PIB per capita et l'insertion des femmes dans l'activité. En effet, la part des femmes dans la population active baisse lorsque le revenu par tête augmente jusqu'à ce qu'un certain seuil soit atteint avant de croître. Cette relation entre la part des femmes dans la population active et le PIB est significative.

Ce travail nous a permis d'arriver à un résultat original, à savoir l'impact négatif et significatif de l'économie de rente sur l'activité des femmes. Nous avons utilisé la part des hydrocarbures dans les exportations comme proxy pour capter cette économie de rente. En effet, de nombreux travaux indiquent que les femmes s'engagent dans la vie active pour faire face à l'insuffisance des revenus de leurs conjoints à couvrir les besoins de leurs ménages. Or, la distribution des aides publiques et les subventions de tout genre financées par la rente pétrolière allège la contrainte financière pour les ménages et les dispense de la nécessité d'avoir deux contributeurs à leurs budgets.

Ce travail ouvre des perspectives de recherche futures, notamment en explorant l'impact des politiques publiques visant à renforcer l'autonomisation économique des femmes dans les économies de rente. Il serait également pertinent d'étudier comment les normes socioculturelles interagissent avec les facteurs économiques pour influencer la participation des femmes au marché du travail. Enfin, une analyse comparative entre les pays de la région MENA pourrait approfondir la compréhension des dynamiques spécifiques à chaque contexte national.

## References bibliographies

- Agénor, P.-R., and O. Canuto. 2015. "Gender Equality and Economic Growth in Brazil: A Long-Run Analysis." *Journal of Macroeconomics* 43: 155-172.
- Aguayo-Tellez, E. 2011. "The Impact of Trade Liberalization Policies and FDI on Gender Inequalities: A Literature Review." World Bank Development Report, Background Paper.
- Aguayo-Téllez, E., J. Airola, and J. Chinhui. 2010. "Did Trade Liberalisation Benefit Women? The Case of Mexico in the 1990s." NBER Working Paper No. 16195.
- Assaad, R., R. Hendy, and C. Yassine. 2012 "Gender and the Jordanian Labor Market." Economic Research Forum Working Paper 701.
- Baliamoune-Lutz, M. 2007. "Globalisation and Gender Inequality: Is Africa Different?" *Journal of African Economies* 16(2): 301-348.
- Baliamoune-Lutz, M. and M. McGillivray. 2015. "The Impact of Gender Inequality in Education on Income in Africa and the Middle East." *Economic Modelling* 47: 1-11.
- Bandara, A. 2015. "Economic Cost of Gender Gaps: Africa's Missing Growth Reserve." *Feminist Economics* 21(2): 162-186.
- Bandiera, O. and A. Natraj. 2013. "Does Gender Inequality Hinder Development and Economic Growth? Evidence and Policy Implications." World Bank Policy Research Working Paper 6369.
- Bandiera, O., et al. (2020). "Women's Empowerment in Action: Evidence from a Randomized Control Trial in Africa." *The American Economic Review*.
- Bloom, D. E., Canning, D., Fink, G., & Finlay, J. E. (2009). Fertility, female labor force participation, and the demographic dividend. *Journal of economic growth*
- Braunstein, E. 2006. "Foreign Direct Investment, Development, and Gender Equity: A Review of Research and Policy." UNRISD, Occasional Paper 12.
- Braunstein, E. 2012. "Neoliberal Development Macroeconomics: A Consideration of its Gendered Employment Effects." UNRISD research paper 2012-1.
- Braunstein, E. 2015. "Economic Growth and Social Reproduction: Gender Inequality as Cause and Consequence." Background paper for *Progress of the World's Women 2015-16*.
- Busse, M. and C. Spielmann. 2006. "Gender Inequality and Trade." *Review of International Economics* 14(3): 362-70.
- Bussmann, M. 2009. "The Effect of Trade Openness on Women's Welfare and Work Life." *World Development* 37(6): 1027-1038.

- Costa, J., Silva, E. and F. Vaz. 2009. "The Role of Gender Inequalities in Explaining Income Growth, Poverty, and Inequality: Evidences from Latin American Countries." International Policy Center for Inclusive Growth Working Paper 52.
- Croppenstedt, A., M. Goldstein, and N. Rosas. 2013. "Gender and Agriculture: Inefficiencies, Segregation, and Low Productivity Traps." *World Bank Research Observer* 28(1): 79-109.
- Cuberes, D. and M. Teignier. 2014. "Gender Inequality and Economic Growth: A Critical Review." *Journal of International Development* 26(2): 260-276.
- Das, S., S. Jain-Chandra, K. Kochhar, and N. Kumar. 2015. "Women Workers in India: Why So Few Among So Many?" IMF Working Paper WP/15/55.
- Dollar, D. and R. Gatti. 1999. "Gender Inequality, Income, and Growth: Are Good Times Good for Women?" World Bank Policy Research Report on Gender and Development, Paper Series, No. 1.
- Duflo, E. (2012). "Women Empowerment and Economic Development." *Science*.
- Duflo, E. 2012. "Women, Empowerment, and Economic Development." *Journal of Economic Literature* 50(4): 1051-79.
- Elborgh-Woytek, K., M. Newiak, K. Kochhar, S. Fabrizio, K. Kpodar, P. Wingender, B. Clements, and G. Schwartz. 2013. "Women, Work, and the Economy: Macroeconomic Gains from Gender Equity." IMF Staff Discussion Note SDN/13/10.
- Elson, S. 2016. "Political Economy of 'Economic Inequality' and 'Gender Inequality.'" Paper presented at the IIPPE Conference, Lisbon, Portugal, September.
- Esteve-Volart, B. 2004. "Gender Discrimination and Growth: Theory and Evidence from India." LSE STICERD Research Paper DEDPS 42.
- Florence jaumotte (2003), labour force participation of women: empirical evidence on the role of policy and other determinants in oecd countries, oecd economic studies, no. 37
- Floro, M. and S. Seguino 2002. "Gender Effects on Aggregate Savings: A Theoretical and Empirical Analysis." World Bank Policy Research Paper on Gender and Development No. 23.
- Forsythe, N., R. Korzeniewicz, and V. Durrant. 2000. "Gender Inequalities and Economic Growth: A Longitudinal Evaluation." *Economic Development and Cultural Change* 48(3): 573-617.
- Galor, O. and D. Weil. 1996. "The Gender Gap, Fertility and Growth." *American Economic Review* 86(3): 374-387.
- Hakura, D., M. Hussain, M. Newiak, V. Thakoor, and F. Yang. 2016. "Inequality, Gender Gaps and Economic Growth: Comparative Evidence for Sub-Saharan Africa." IMF Working Paper WP/16/111.

- Heather Antecol(2003), Why is there Cross-Country Variation in Female Labor Force Participation Rates? The Role of Male Attitudes Toward Family and Sex Roles, Department of Economics, Claremont McKenna College
- Heintz, J. 2006. *Globalisation, Economic Policy and Employment: Poverty and Gender Implications*. International Labor Office, Employment Policy Unit, Employment Strategy Department.
- I. Gaddis et S. Klasen (2014), Economic development, structural change, and women's labor force participation : a reexamination of the feminization U hypothesis, *Journal of Population Economics*
- Jayachandran, S. (2021). "Social Norms as a Barrier to Women's Employment in Developing Countries." *Journal of Economic Perspectives*.
- Johannes P. Jütting, Christian Morrisson, Jeff Dayton-Johnson & Denis Drechsler (2008), Measuring Gender (In)Equality : The OECD Gender, Institutions and Development Data Base, Journal of Human Development
- Kabeer, N. and L. Natali. 2013. "Gender Equality and Economic Growth: Is There a Win-Win?" IDS Working Paper, Volume 2013, No. 417.
- Kazandjian, R. L. Kolovich, K. Kochhar, and M. Newiak. 2016. "Gender Equality and Economic Diversification." IMF Working Paper WP/16/140.
- Khera, P. 2016. "Macroeconomic Impacts of Gender Inequality and Informality in India." IMF Working paper WP/16/16.
- Klasen, S. 1999. "Does Gender Inequality Reduce Growth and Development? Evidence from Cross-Country Regressions." World Bank Policy Research Report, Engendering Development Working Paper No. 7.
- Klasen, S., and F. Lamanna. 2009. "The Impact of Gender Inequality in Education and Employment on Economic Growth: New Evidence for a Panel of Countries." *Feminist Economics* 15(3): 91–132.
- Knowles, S., P. Lorgelly, and D. Owen. 2002. "Are Educational Gender Gaps a Brake on Economic Development? Some Cross-Country Empirical Evidence." *Oxford Economic Papers* 54(1): 18–149.
- Kongar, E. 2007. "Importing Equality or Exporting Jobs? Competition and Gender Wage and Employment Differentials in US manufacturing." In I. van Staveren, D. Elson, C. Grown, and N. Cağatay, eds., *The Feminist Economics of Trade*. London: Routledge, pp. 215–236.
- Löfström, A. 2012. "Gender Equality, Economic Growth and Employment." Swedish Ministry of Integration and Gender Equality.
- M. R. Killingsworth et J.Heckman (1986), *Female labor supply: a survey, in Handbook of Labor Economics, Volume I, Edited by O. Ashenfelter and R. Layard*
- Morrison, A., R. Dhushyanth, and N. Sinha. 2007. "Gender Equality, Poverty, and Economic Growth." World Bank Policy Research Working Paper 4349.

- Olivetti, C., & Petrongolo, B. (2017). "The Economic Consequences of Family Policies." *The Quarterly Journal of Economics*.
- Rendall, M. 2013. "Structural Change in Developing Countries: Has it Decreased Gender Inequality?" *World Development* 45: 1-16.
- Rodrik, D. 2016. "Premature Deindustrialization." *Journal of Economic Growth* 21(1): 1-33.
- Seguino, S. 2000b. "Gender Inequality and Economic Growth: A Cross-Country Analysis." *World Development* 28(7): 1211-1130.
- Seguino, S. 2016. "Global Trends in Gender Equality." *Journal of African Development*
- Seguino, S. and M. Floro. 2003. "Does Gender Matter for Aggregate Saving? An Empirical Analysis." *International Review of Applied Economics* 17(2): 147–66.
- Seguino, S. and M. Were. 2014. "Gender, Development, and Growth in sub-Saharan Africa." *Journal of African Economies* 23 (supplement 1): i18-i61.
- Sher Verick (2014), Female labor force participation in developing countries, International Labour Organization, India, and IZA, Germany
- Stella tsani, Leonidas paroussos, Costas fragiadakis, Ioannis charalambidis and Pantelis capros (2012), Female labour force participation and economic development in southern mediterranean countries: what scenarios for 2030? Medpro technical report no. 19
- Stockhammer, E., Ö. Onaran, and S. Ederer. 2009. "Functional Income Distribution and Aggregate Demand in the Europe Area." *Cambridge Journal of Economics* 33(1): 139-159.
- Stotsky, J., S. Shibuya, L. Kolovich, and S. Kebhaj. 2016. "Trends in Gender Equality and Women's Advancement." IMF Working Paper WP/16/21.
- Tejani, S. and W. Milberg. 2016. "Global Defeminization? Industrial Upgrading, Occupational Segmentation and Manufacturing Employment in Middle-Income Countries." *Feminist Economics* 22(2): 24-54.
- Woetzel, J., et al. (2015). "The Power of Parity: How Advancing Women's Equality Can Add \$12 Trillion to Global Growth." McKinsey Global Institute.
- World Bank. 2011. *World Development Report 2012: Gender Equality and Development*. Washington, D.C.: The World Bank.